

De la même façon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont convenu de considérer comme commerce intérieur tous les échanges effectués à l'intérieur de leur zone de libre-échange.

Dans un marché nord-américain intégré, où les entreprises ont rationalisé leur production à l'échelle nord-américaine, la notion de «branche de production nationale» n'a probablement plus sa place. Ne devrions-nous pas étudier les répercussions du mode de fixation des prix sur l'ensemble du marché continental? Ou suffirait-il de revoir les définitions, les seuils et les mécanismes prévus dans les lois antidumping actuelles?

Voilà les questions auxquelles il faut répondre en priorité. Nous devrions encourager les entreprises à tirer parti d'un marché nord-américain intégré, non les pénaliser parce qu'elles cherchent à l'exploiter.

Si vous souscrivez à la logique de cet argument, je vous demande alors de faire tout ce que vous pouvez pour que progressent les travaux de ces groupes de travail trilatéraux sur les recours commerciaux, après votre louable insistance en faveur d'un projet de loi «sans réserves» sur la mise en oeuvre des accords issus de l'Uruguay Round.

La mondialisation des marchés a produit des tensions et des contraintes dans presque tous les pays. Les enjeux de la mondialisation ne sont pas simplement économiques, ils sont également sociaux, technologiques, environnementaux et politiques. À mesure que les économies deviennent plus intégrées, les intérêts locaux font pression sur les gouvernements nationaux afin d'obtenir des privilèges qui leur soient propres, et cela au détriment des engagements pris en faveur du libre-échange.

Trop souvent, de puissants joueurs voient les négociations commerciales multilatérales, régionales et bilatérales comme des manoeuvres effectuées, dans une guerre à somme nulle, en vue d'accaparer les emplois, la croissance et la technologie – un combat réservé aux plus aptes économiquement. Cela conduit à des politiques commerciales protectionnistes, qui donnent à court terme l'apparence d'un gain au niveau local, mais qui à long terme font obstacle au progrès national et international, à la croissance et à la prospérité.

Trop souvent, les principes et les avantages à long terme du libre-échange sont oubliés. On fait trop vite abstraction de la situation d'ensemble.

Je suis très heureux de me trouver parmi un groupe de personnes qui n'ont pas oublié.

Merci.